

Augmentations et
primes individuelles :
Les petites annonces

l'étincelle

Ghosn pour une fusion
Renault-Nissan :
« J'ai déjà fusionné
mes salaires ! »

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 24 avril 2018

En mai, lutte comme il te plait !

Le gouvernement nous dit que les caisses sont vides. Qu'il faut faire des économies de personnels dans les hôpitaux et dans les écoles. Qu'il faut accepter la précarité, la fin du statut des cheminots. Et dans le même temps, il fait bombarder la Syrie avec des missiles à 2,8 millions d'euros l'unité, tout en prétendant être un des bienfaiteurs de l'humanité. Pour qui nous prend-il ?

Rien à faire de la colère ?

C'est ce que Macron voudrait montrer. La grève des cheminots bat son plein, les étudiants poursuivent leur mobilisation, et il continue d'annoncer des attaques contre les travailleurs. Et pourquoi pas une deuxième « journée de solidarité » pour financer la prise en charge des personnes âgées dépendantes ! Des personnes âgées que le gouvernement entend bien paupériser avec une nouvelle réforme des retraites. Traduisez surtout une journée de travail gratuit, et une solidarité dont les plus riches sont, eux, exemptés depuis la suppression par Macron de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune.

La nécessaire extension du domaine de la lutte

Jeudi dernier, 300 000 personnes ont manifesté dans toute la France à l'appel de la CGT et de Solidaires. Des cheminots, qui en étaient à leur huitième jour de grève et dont la mobilisation ne faiblit pas. Des étudiants, dont le mouvement continue même là où certains sont en vacances ou en partiels. Mais aussi des travailleurs d'autres secteurs notamment de l'énergie ou des hôpitaux. Car cette extension de la mobilisation à de nouveaux secteurs est primordiale.

Gamberges sur la converger

La convergence des luttes est aujourd'hui défendue par Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, comme le seul moyen d'obtenir quoi que ce soit face à l'inflexibilité du gouvernement. On ne peut que se réjouir de cette position, du moment qu'elle ne reste pas rhétorique.

Et c'est à nous, travailleurs de tous les secteurs, de nous en assurer. Salaire, emploi, des conditions de travail et de vie qui se dégradent... Nous avons

des revendications. Formulons-les, et rejoignons ceux qui sont déjà dans la lutte.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, lui, ne croit pas à la convergence des luttes, mais « à des résultats secteur par secteur ». Sauf que cela ne marche pas. Des syndicats de la SNCF ont d'ailleurs suspendu les réunions avec la ministre Elisabeth Borne, se plaignant de « négociations de façade ». Et c'est le même Laurent Berger qui se fend d'une tribune dans le journal Le Monde pour dénoncer la « posture » du gouvernement sur la SNCF et son refus d'écouter les propositions des syndicats !

L'extension est bien le seul moyen de faire changer le rapport de force, et d'obtenir des résultats dans chaque secteur.

Passer à la vitesse supérieure

Alors que des syndicats envisagent de prolonger la grève à la SNCF cet été, les cheminots auraient plutôt intérêt à frapper un grand coup maintenant en passant d'une grève intermittente à une grève reconductible. D'autant plus que le gouvernement compte sur le pourrissement de la grève.

Avec son flot d'attaques sociales, Macron veut montrer qu'il ne lâchera pas prise. Avec sa politique répressive aussi. 2 500 gendarmes mobilisés contre les zadistes à Notre-Dame-des-Landes, évacuation musclée de l'université de Tolbiac... Macron met en scène son inflexibilité. Mais il n'arrive pas à faire taire la contestation. Dans ces circonstances, s'unir pour gagner est plus que jamais une nécessité.

Alors soyons nombreux à manifester les prochains jours, à commencer le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs, et à entrer en lutte pour joindre notre colère à celle de ceux qui y sont déjà !

Lettres de démotivation

Depuis la semaine dernière, les chefs sont chargés de faire le facteur pour annoncer les augmentations et les primes individuelles. Ce qui se résume à pas grand-chose pour beaucoup, voire rien pour certains. Renault a pourtant réalisé 5,2 milliards d'euros de bénéfice en 2017, soit + 47 % par rapport à 2016. Des « résultats record » selon Ghosn, mais pas pour les hausses de salaire.

Pas de changement de cap

Renault veut recruter des « nouveaux talents » dans le numérique, le véhicule connecté et électrique. C'est dire que les 1400 embauches annoncées dernièrement ne se feront pas prioritairement pour remplacer ceux qui partiront avec la réouverture des Dispenses d'Activité (estimées à 1200) ou pour remettre en cause la sous-traitance en workpackage. La charge de travail des partants sera répartie sur ceux qui restent ou sous-traitée. Le sous-effectif et le recours à la prestation ont de beaux jours devant eux.

LUP et approuvé

« Renault considère que la qualité de vie au travail [QVT] constitue un des piliers de sa performance », peut-on lire dans le dernier accord de compétitivité CAP2020. D'où les groupes de travail mis en place en 2017 dans certains services, avec des salariés priés d'élaborer des Listes Uniques de Problèmes (LUP). Organisation du travail, irritants, saturation des infrastructures du TCR... : les LUP s'allongent, parfois passent au vert. Et les problèmes demeurent.

Dis-moi qui tu fréquentes...

La direction fait présenter dans les réunions d'UET son « guide de prévention de la corruption et du trafic d'influence » à l'usage des « collaborateurs ». Ces derniers sont appelés par Ghosn à faire « preuve d'exemplarité ». Et s'il cessait lui-même d'entretenir d'excellentes relations avec une brochette de dictateurs et de chefs d'Etat corrompus : Poutine, Erdogan, Mohamed VI, Xi Jinping... ? Le business d'abord, le respect des droits humains après.

Des hauts et DA

Des salariés partis en Dispense d'Activité en 2016 subiront une décote de 10 % pendant 3 ans sur leur retraite complémentaire s'ils prennent leur retraite en 2019 (et s'ils sont nés en 1957 ou après). Ce malus a été décidé en 2015 par le Medef et les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC, mais peu ou pas communiqué lors des précédents départs en DA. Pour éviter ce malus (les complémentaires constituent un quart à un tiers de la pension des non-cadres, la moitié à deux tiers pour les cadres), il faudrait retravailler un an après sa DA ! Ou obtenir un dédommagement de Renault pour vice caché.

Après moi, la fusion

Carlos Ghosn « n'est plus opposé à la fusion » entre Renault et Nissan. Pour son dernier mandat, le PDG de l'Alliance envisage de mener jusqu'au bout la logique des synergies et convergences déjà mises en place de longue date, et qui se traduit par une « chasse aux doublons » au détriment des salariés des deux groupes. Pendant ce temps, les cadres dirigeants de l'Alliance doublonnent leur rémunération...

Cobalt : audit soit qui mal y pense

Épinglé par Amnesty international pour les pratiques douteuses de ses fournisseurs de cobalt au Congo (exploitation d'enfants, pollution, expulsions forcées...), Renault s'est d'abord défendu en affirmant que le groupe « n'achetait pas de cobalt », renvoyant la balle à ses fournisseurs de batteries électriques. La direction a finalement annoncé qu'elle ferait réaliser des audits auprès de son principal fournisseur chinois, Huayou Cobalt. Sans pour autant s'engager à rendre public ceux-ci.

Suicides : Renault fait appel et perd

La Cour d'appel de Rouen a donné raison à la veuve d'un salarié Renault de Cléon, qui s'était donné la mort en 2011, et confirmé qu'il s'agissait bien d'un accident du travail, alors que Renault et la Sécurité Sociale n'y voyaient que des causes personnelles. La Cour a jugé que ce drame avait été provoqué par une « évaluation dévalorisante ». Le « climat général détérioré » et les « problèmes relationnels entre l'encadrement et le personnel au sein de l'usine » dénoncés également par la Cour, ont entraîné deux autres suicides dans l'usine en 2013 et 2014.

Le soleil ne brille plus à Sunderland

Nissan s'apprête à supprimer des centaines de postes dans son usine de Sunderland en Angleterre. En cause : la baisse des ventes de Diesel. Une baisse qui aurait pu permettre de baisser les cadences infernales de cette usine et d'améliorer les conditions de travail. Comme quoi être une usine modèle pour la productivité ne protège pas des suppressions d'emploi.

La leçon de productivité à un million

En 2017 lors du rachat d'Opel/Vauxhall, PSA avait promis d'y maintenir les emplois. Estimant que les usines allemandes sont beaucoup moins productives que les usines françaises, Carlos Tavares, le PDG de PSA, exige désormais de supprimer 3 700 emplois sur les 19 000 d'Opel Allemagne. Tavares refuse aussi d'appliquer les augmentations de salaires pourtant relatives (+4,3 % sur 2 ans) obtenues par IG Metal. Tavares va par contre toucher une prime d'1 million d'euros pour le rachat d'Opel, en plus de ses 5,7 millions d'euros de rémunération. La cure d'amaigrissement est réservée aux salariés.